

PRÉFECTURE DU VAL-D'OISE

DIRECTION DE
L'AMÉNAGEMENT ET
DES COLLECTIVITÉS
TERRITORIALES

Cergy-Pontoise, le

Bureau de
l'Environnement

**LE PREFET DU VAL D'OISE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR**

- VU le titre Ier du Livre V du code de l'environnement ;
- VU le décret modifié n° 77.1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment son article 18 ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 21 mai 1970 autorisant la société Jean LEFEBVRE à exploiter ZI d'Epluches à SAINT-OUEN-L'AUMONE, un dépôt de bitume ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 17 mai 1971 prenant acte de la succession de la société SEPANOR à la société Jean LEFEBVRE ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 7 novembre 1975 actualisant les installations de la société SEPANOR ;
- VU le rapport établi le 13 février 2003 par Monsieur le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement ;
- LE demandeur entendu ;
- VU l'avis favorable formulé par le conseil départemental d'hygiène au cours de sa séance du 11 mars 2003 ;
- VU la lettre préfectorale en date du 17 mars 2003 adressant le projet d'arrêté et les prescriptions techniques complémentaires à l'exploitant en lui accordant un délai de quinze jours pour formuler ses observations ;
- VU la lettre d'observations de la société SEPANOR en date du 27 mars 2003 ;
- VU le rapport établi le 17 avril 2003 par Monsieur le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement modifiant le projet de prescriptions techniques complémentaires ;

.../...

- **CONSIDERANT** le dépassement du niveau sonore réglementaire engendré par les activités de la société SEPANOR et la gêne causée aux riverains ;
- **CONSIDERANT** qu'un écran antibruit devra être réalisé par la société, qui s'engage par ailleurs à respecter les seuils réglementaires et à ne plus fabriquer d'enrobés la nuit, sur le site de SAINT-OUEN-L'AUMONE ;
- **CONSIDERANT** qu'il convient que l'exploitant achève les travaux puis justifie l'efficacité des écrans mis en place, dans un délai de deux mois, en faisant procéder par un organisme compétent à une étude acoustique, réalisée sur une durée de 24 heures ;
- **CONSIDERANT** en conséquence qu'il convient, en application de l'article 18 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 susvisé, d'imposer à la société SEPANOR, les prescriptions techniques complémentaires sus-évoquées pour compléter et renforcer les prescriptions techniques initiales ;
- **SUR** la proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Val d'Oise

ARRETE

ARTICLE 1er : Conformément aux dispositions de l'article 18 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977, les prescriptions techniques annexées au présent arrêté sont imposées à la société SEPANOR pour ses installations classées situées ZI d'Epluches à SAINT-OUEN-L'AUMONE.

ARTICLE 2 : En cas de non respect des dispositions du présent arrêté, l'exploitant sera passible des sanctions administratives et pénales prévues par les articles L 514-1 et suivants du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : Conformément aux dispositions de l'article 21 du décret du 21 septembre 1977 susvisé :

- un extrait de l'arrêté sera affiché en mairie de SAINT-OUEN-L'AUMONE pendant la durée d'un mois. Une copie de cet arrêté sera également déposée aux archives de la mairie pour être maintenue à la disposition du public. Le maire établira un certificat constatant l'accomplissement de cette formalité et le fera parvenir à la préfecture ;

- un avis relatif à cet arrêté sera inséré par les soins du préfet et aux frais de l'industriel dans deux journaux d'annonces légales du département ;

.../...

- une ampliation de l'arrêté sera affichée en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

ARTICLE 4 : Conformément aux dispositions de l'article L 514-6 du code de l'Environnement, le présent arrêté peut être déféré auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise, 2/4, boulevard de l'Hautil B.P. 322 - 95 027 CERGY-PONTOISE Cédex:

1°) par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où ledit acte leur a été notifié.

2°) par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

ARTICLE 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Val d'Oise, Monsieur le ministre, maire de SAINT-OUEN-L'AUMONE, et Monsieur le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement d'Ile-de-France, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat.

Fait à Cergy-Pontoise, le 12 MAI 2003

POUR AMPLIATION

Pour le préfet
Du département du Val d'Oise,
Le chef de bureau



Roger-Philippe CUPIT

Pour le préfet
Du département du Val d'Oise,
Le secrétaire général

Signé: Marc VERNHES



Société SEPANOR

**Z.I. d'Épluches
95310 Saint Ouen L'Aumône**

**Prescriptions techniques jointes
à l'Arrêté Préfectoral du : 12 MAI 2003**

**au titre de l'article 18 du décret n° 77-1133
du 21 septembre 1977 modifié**

TITRE 1 : CARACTÉRISTIQUES DE L'ETABLISSEMENT

ARTICLE 1 – AUTORISATION

La société SEPANOR située Zone Industrielle d'Épluches à Saint Ouen l'Aumône est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter et poursuivre l'exploitation des installations visées par l'article 2 du présent arrêté dans son établissement situé Z.I. d'Épluches à Saint Ouen l'Aumône.

Les prescriptions suivantes viennent compléter et renforcer les prescriptions primitives, qui demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté, pris en application de l'article 18 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977.

ARTICLE 2 - NATURE DES ACTIVITÉS

Installations concernées	Éléments caractéristiques	Rubrique de la Nomenclature	Régime
Enrobage au bitume de matériaux routiers (centrale d') 1. à chaud	200 t/h à 5% de H₂O <u>Tambour-sécheur :</u> Combustible fioul TBTS < 1% de soufre Puissance : 19,0 MW th	2521.1	A
Chauffage (procédés de) utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles. 2. La température d'utilisation étant inférieure au point éclair des fluides. La quantité totale de fluides présente dans l'installation est supérieure à 250 l	Huile de chauffe 3000 litres Point éclair : 208 °C Point combustion : 250 °C T°C utilisation : 180° C	2915.2	D
Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels 2. La puissance installée étant supérieure à 40 kW mais inférieure ou égale à 200 kW	Concasseur : 122 kW Extracteur pré-cribleur : 12 kW Transporteur à bande : 5,5 kW Sauterelle cribleuse : 40 kW Tapis de reprise : 4 kW Tapis de retour : 2,5 kW Overband : 5 kW Appareils divers : 5 kW Total : 196 kW	2515.2	D
Station de transit de produits minéraux pulvérulents non ensachés tels que ciments, plâtres, chaux, sables fillérisés, la capacité de stockage étant : 2. supérieure à 5 000 m ³ mais inférieure ou égale à 25 000 m ³	5 000 m³ de sables fillérisés après concassage	2516.2	D

Station de transit de produits minéraux autres que ceux visés par d'autres rubriques, la capacité de stockage étant : 2. supérieure à 15 000 m ³ mais inférieure ou égale à 75 000 m ³	15 000 m³ de matériaux entrant dans la composition des enrobés avant concassage	2517.2	D
Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses (dépôt de) La quantité totale susceptible d'être présente étant : 2. supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 500 t	Bitume : 2 citernes de 30 t 2 citernes de 160 t Total : 380 tonnes	1520.2	D
Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de) 2. stockage de liquides inflammables de 2 ^e catégorie, en citernes enterrées à double enveloppe pour le FOD et le Gasoil, et en dépôt aérien, pour le fioul lourd, représentant une capacité équivalente totale inférieure à 10 m ³	Fioul domestique (20 m ³) Gasoil (20 m ³) : Coef. 1/5/5 C. équivalente : 40 m ³ /5/5 Fuel lourd TBTS <1% S 50 m ³ /15 – coef 1/15 Total équivalent : 4.93 m³	1430/1432	NC
Combustion (Installation de) A – La puissance thermique maximale de l'installation est : inférieure à 2 MW	<u>Chaudière pour réchauffage du bitume et fioul lourd :</u> Combustible FOD (fioul domestique) Puissance : 0,60 MW/th 1 groupe électrogène : 2 kW Total : 0,6 MW	2910	NC
Réfrigération ou compression (installations de) fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 ⁵ Pa., inférieure à 50 kW	1 Compresseur pour filtre à manches 40 kW	2920	NC

A = Autorisation

D = Déclaration

NC = Non Classable

ARTICLE 3 - INSTALLATIONS NON-VISEES A LA NOMENCLATURE OU SOUMISES A DECLARATION

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation classée soumise à autorisation à modifier les dangers ou les inconvénients de cette installation.

Le présent arrêté vaut récépissé de déclaration pour les installations soumises à déclaration citées à l'article 2 ci-dessus.

TITRE 2 : DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES APPLICABLES A L'ETABLISSEMENT

ARTICLE 4 - CONFORMITÉ AUX DOSSIERS ET MODIFICATIONS

Les installations, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent les dispositions du présent arrêté et les autres réglementations en vigueur.

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

ARTICLE 5 - DÉCLARATION DES ACCIDENTS ET INCIDENTS

Tout accident ou incident susceptible, par ses conséquences directes ou son développement prévisible, de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement, est déclaré dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées, en précisant les effets prévisibles sur les personnes et l'environnement.

L'exploitant détermine ensuite les mesures envisagées pour éviter son renouvellement compte tenu de l'analyse des causes et des circonstances de l'accident, et les confirme dans un document transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées, sauf décision contraire de celle-ci.

ARTICLE 6 - CONTRÔLES ET ANALYSES (INOPINÉS OU NON)

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté et ses éventuels compléments, l'inspection des installations classées peut demander, en cas de besoin, la réalisation, inopinée ou non, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores et vibrations. Ils seront exécutés par un organisme tiers qu'il aura choisi à cet effet ou soumis à son approbation s'il n'est pas agréé, dans le but de vérifier, en présence de l'Inspection des installations classées en cas de contrôle inopiné, le respect des prescriptions d'un texte réglementaire pris au titre de la législation sur les installations classées. Tous les frais qui en résultent sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 7 - ENREGISTREMENTS, RÉSULTATS DE CONTRÔLE ET REGISTRES

Tous les documents répertoriés dans le présent arrêté sont conservés sur le site à la disposition de l'inspection des installations classées sauf réglementation particulière.

ARTICLE 8 - CONSIGNES

Les consignes écrites et répertoriées dans le présent arrêté sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées, systématiquement mises à jour et portées à la connaissance du personnel concerné ou susceptible de l'être.

ARTICLE 9 - CESSATION DÉFINITIVE D'ACTIVITÉ

Lorsque l'exploitant met à l'arrêt définitif une installation classée, il adresse au préfet, dans les délais fixés à l'article 34.1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, un dossier comprenant le plan mis à jour des terrains d'emprise de l'installation ainsi qu'un mémoire sur l'état du site. Ce mémoire précise les mesures prises et la nature des travaux pour assurer la protection des intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 10 - TRANSFERT DES INSTALLATIONS - CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées au titre 1 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou déclaration.

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur doit en faire la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

TITRE 3 : DISPOSITIONS TECHNIQUES APPLICABLES A L'ENSEMBLE DE L'ETABLISSEMENT

CHAPITRE I : PRÉVENTION DE LA POLLUTION DE L'EAU

ARTICLE 11 – PRINCIPES GENERAUX

Sont interdits tous déversements, écoulement, rejets, dépôts directs ou indirects d'effluents susceptibles d'incommoder le voisinage, de porter atteinte à la santé ou à la sécurité publique ainsi qu'à la conservation de la faune, de la flore, de nuire à la conservation des constructions et réseaux d'assainissement ou au bon fonctionnement des installations d'épuration, de dégager en égout directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables et de favoriser la manifestation d'odeurs, saveurs ou colorations anormales dans les eaux naturelles.

Le rejet direct ou indirect même après épuration d'eaux résiduaire dans une nappe souterraine est interdit.

ARTICLE 12 – PRELEVEMENT D'EAU

Les ouvrages d'alimentation en eau sont équipés de dispositifs de mesure totalisateurs et d'un dispositif de disconnexion afin d'éviter les phénomènes de retour vers le réseau public de distribution qui alimente l'établissement.

ARTICLE 13 - NATURE DES EFFLUENTS

Les installations ne consomment pas d'eau dans les procédés utilisés.

L'établissement est concerné par divers effluents aqueux :

- . les eaux pluviales de toiture,
- . les eaux pluviales provenant des cuvettes de rétention, des aires de chargement et déchargement de bitume des enrobés ou des combustibles ou des aires de stockage des matériaux minéraux utilisés sur le site, ainsi que les voies de circulation des engins ou véhicules de transport, susceptible d'être chargées en hydrocarbures ou en matériaux minéraux, assimilées aux eaux pluviales de ruissellement et visées aux articles 14 et 15 du présent arrêté,
- . les eaux vannes et les eaux usées des lavabos.

ARTICLE 14 – COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

14.1 NATURE DES EFFLUENTS

On distingue dans l'établissement :

- les eaux pluviales de toiture et de ruissellement (EP) ;
- les eaux vannes et les eaux usées des lavabos toilettes, ... (EU).
- les installations du site n'utilisent pas d'eau dans leur process et, ne rejettent, par conséquent, pas d'eaux industrielles (EI).

14.2 CARACTERISTIQUES DU RESEAU DE COLLECTE

Les réseaux de collecte doivent permettre d'évacuer séparément chacun des types d'effluent (EP et EU) vers les traitements ou milieu récepteur autorisés à les recevoir.

Les réseaux de collecte des effluents doivent être conçus de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les effluents aqueux ne doivent pas par mélange, dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces réseaux ainsi que dans le milieu récepteur.

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées sont collectées et envoyées dans un débourbeur déshuileur, avant leur rejet au réseau. Elles ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après un traitement approprié les rendant compatibles avec les valeurs limites de rejet fixées à l'article 15. Dans le cas contraire, elles sont évacuées comme des déchets industriels spéciaux, conformément à la réglementation en vigueur. L'exploitant fait équiper l'ouvrage de traitement des eaux pluviales d'un obturateur automatique, pour prévenir tout risque de pollution du milieu naturel et ceci, dans un délai de trois mois, à compter de la notification du présent arrêté. Cet obturateur est asservi à une alarme en cas de détection d'un niveau anormal en hydrocarbures dans le dispositif. Un registre permet de consigner toutes les opérations effectuées sur l'ouvrage de traitement (maintenance, entretien, incident, etc...) et, est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les eaux usées (EU) sont traitées puis évacuées à l'extérieur du site dans les conditions définies au chapitre 3, et en conformité avec les règles sanitaires et d'assainissement en vigueur.

14.3 ISOLEMENT DU SITE

Les réseaux de collecte des eaux pluviales de l'établissement sont équipés de vannes de sectionnement de façon à maintenir toute pollution accidentelle sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toutes circonstances localement. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par des consignes. Chaque opération (entretien, maintenance, incident,...) est inscrite sur un registre. Ces consignes et ce registre sont à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 15 – QUALITE DES EFFLUENTS REJETES

Sont interdits tous déversements, écoulements, rejets, dépôts directs ou indirects d'effluents susceptibles d'incommoder le voisinage, de porter atteinte à la santé ou à la sécurité publique ainsi qu'à la conservation de la faune ou de la flore, de nuire à la conservation des constructions et réseaux d'assainissement ou au bon fonctionnement des installations d'épuration, de dégager en égout directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables ou de favoriser la manifestation d'odeurs, saveurs ou colorations anormales dans les eaux naturelles.

Les rejets des eaux pluviales du site dans le réseau doivent respecter les valeurs limites et caractéristiques suivantes :

- Température : $< 30^{\circ} \text{C}$
- pH compris entre 6,5 et 8,5
- Matières en suspension $< 35 \text{ mg/l}$ (Norme NFT EN 872)
- DCO $< 125 \text{ mg/l}$ (Norme NFT-90101)
- DBO₅ $< 30 \text{ mg/l}$ (Norme NFT-90103)
- Hydrocarbures totaux $< 5 \text{ mg/l}$ (Norme NFT-90114).

ARTICLE 16 – TRAITEMENT ET SURVEILLANCE

Les installations de traitement (ou de prétraitement) éventuelles des effluents aqueux nécessaires au respect des seuils réglementaires prévus par le présent arrêté sont conçues, entretenues, exploitées et surveillées de façon à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, concentration, conditions climatiques, etc. ...).

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté ; l'exploitant doit prendre des dispositions pour réduire la pollution émise.

L'exploitant fait procéder par un laboratoire agréé à une analyse des effluents rejetés, sur les paramètres visés à l'article 15, une fois par semestre. L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les résultats de ces analyses dès réception.

Les matériaux (granulats, morceaux de revêtements routiers, sable, pierres, cailloux, etc....) peuvent être entreposés en tas, par nature de matériau, sur le sol, sans rétention, sous réserve de faire l'objet d'une étude permettant de vérifier l'inocuité du matériau considéré, vis à vis du sol et des nappes d'eau souterraines, eu égard aux éventuels composés de lixiviation issus des écoulements d'eaux pluviales. Cette étude est réalisée, par un organisme tiers compétent, dans un délai de trois mois, à compter de la notification du présent arrêté, accompagnée de la liste des matériaux stockés sans rétention, et transmise à l'inspection des installations classées, dans le même délai.

Le stockage sans rétention d'un autre matériau que ceux envisagé dans l'étude susvisée, fait l'objet d'une étude d'inocuité préalable au stockage du dit matériau. L'exploitant tient, à la disposition de l'inspection

des installations classées, un registre sur l'état et la nature des matériaux stockés, sans rétention.

ARTICLE 17 - CAPACITÉ DE RÉTENTION

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume utile est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, sans être inférieure à 800 l ou à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

Les produits récupérés en cas d'accident sont éliminés comme des déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Lorsque l'étanchéité de la rétention est assurée de manière artificielle (membrane par exemple), le matériau utilisé est inerte vis à vis des produits stockés et est protégé de manière à ne pas être endommagé par l'écoulement de produits chauds. Toutes les précautions sont prises pour ne pas affecter l'étanchéité de la rétention au moment de sa réalisation ou lors des déplacements des matériels à l'intérieur de celle-ci.

L'exploitant veille à ce que les volumes de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'exploitant procède à l'analyse chimique des effluents présents dans la rétention avant leur évacuation, pour s'assurer du respect des dispositions de l'article 15 du présent arrêté. Dans le cas contraire, ces eaux pluviales sont évacués en tant que déchets industriels spéciaux, conformément au chapitre III du présent arrêté.

ARTICLE 18 – AIRES DE TRANSVASEMENT

Les aires de transvasement de tout produit susceptible de porter atteinte à la qualité du milieu récepteur sont étanches, conçues et aménagées de telle sorte qu'à la suite d'un incident les liquides répandus ne puissent se propager. Les eaux récupérées sur ces aires sont évacuées en tant que déchets industriels, conformément aux dispositions du chapitre III présent arrêté.

La zone de dépotage des camions citernes (ou de remplissage des réservoirs) est garnie de sable et comporte une réserve de produit absorbant, permettant de neutraliser efficacement les produits incriminés, signalée et accessible rapidement en toutes circonstances.

Une consigne particulière est établie, précisant les modalités de chargement et de déchargement des produits dangereux ou susceptibles de polluer les eaux. Elle prévoit notamment les mesures à prendre en cas de déversement accidentel. Cette consigne est affichée à proximité des postes de transvasement.

ARTICLE 19 – RESERVOIRS ET TUYAUTERIES

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention peut être contrôlée à tout moment. Chaque réservoir est équipé d'un dispositif permettant à tout moment de connaître le volume du liquide contenu.

Toute possibilité de débordement du réservoir en cours de remplissage doit être évitée. Le jaugeage est interdit pendant l'approvisionnement. Sur chaque canalisation de remplissage est mentionné de façon apparente la nature du produit contenu et la capacité du réservoir qu'elle alimente.

Les tuyauteries véhiculant les liquides susceptibles de polluer l'eau ou le sol ou les liquides inflammables sont aériennes. Un caniveau étanche ou tout autre dispositif équivalent doit faire office de rétention en cas de rupture de la tuyauterie. Leur implantation doit les protéger des chocs accidentels, notamment des engins ou véhicules routiers. Les canalisations sont protégées efficacement contre la corrosion. Elles sont munies de vannes permettant d'interrompre immédiatement le transfert en cas d'incident. Toutes les vannes et dispositifs de sécurité sont clairement repérés et localisés sur un plan d'ensemble des canalisations.

ARTICLE 20 – ETIQUETAGE – DONNES DE SECURITÉ

L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques de tous les produits dangereux présents dans l'installation ; les fiches de données de sécurité prévues dans le Code du travail permettent de satisfaire à cette obligation.

L'exploitant veille continuellement à réactualiser ces fiches, compte tenu des modifications et des améliorations descriptives.

CHAPITRE II : PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

ARTICLE 21 – GENERALITES

21.1 - CAPTATION

Les installations susceptibles de dégager des fumées, gaz, poussières ou odeurs gênantes sont munies de dispositifs permettant de collecter à la source et canaliser les émissions pour autant que la technologie disponible et l'implantation des installations le permettent et dans le respect des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Tous les postes où sont pratiquées des opérations génératrices de poussières sont munis d'un dispositif de captage relié à un système de dépoussiérage. Cette disposition concerne notamment la centrale d'enrobage, où s'effectue la préparation de l'enrobé.

Les aires de stockage, les trémies et les appareils de manutention devront être conçus et aménagés de manière à éviter les envols de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage.

En cas de perturbation ou d'incident affectant le traitement des gaz et ne permettant pas de respecter les valeurs visées à l'article 23, l'installation devra être arrêtée. Aucune opération ne devra être reprise avant remise en état du circuit d'épuration sauf dans des cas exceptionnels, intéressant la sécurité de la circulation au droit du chantier.

Ces dispositifs de collecte et canalisation, après épuration des gaz collectés en tant que de besoin, sont munis d'orifices accessibles aux fins des analyses précisées par le présent arrêté ou la réglementation en vigueur.

La forme du conduit d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la dispersion des gaz dans l'atmosphère.

Les justificatifs du respect de ces dispositions (notes de calcul, paramètres des rejets, optimisation de l'efficacité énergétique, ...) sont conservés à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

21.2 – BRULAGE A L'AIR LIBRE

Le brûlage à l'air libre est interdit.

ARTICLE 22 – EMISSIONS DIFFUSES

Toutes les dispositions sont prises pour prévenir les envois de poussières et matières diverses à savoir :

- les voies de circulation et aires des véhicules doivent être convenablement nettoyées. Pendant les périodes sèches, les pistes de roulage sont en tant que de besoin arrosées afin d'éviter tout envol de poussières.
- les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas entraîner de dépôts de poussières ou de boue sur les voies de circulation extérieures au site.
- Les dépôts au sol ou les terrains à l'état nu susceptibles de créer une source d'émission, notamment en période sèche, sont traités en conséquence.

ARTICLE 23 – EMISSIONS CANALISÉES

23.1 – VALEURS LIMITES DE REJET

A) Pour les valeurs limites de rejet fixées par le présent arrêté :

- le débit des effluents est exprimé en mètres cubes par heure rapporté à des conditions normalisées de température (273°K) et de pression (101,3 kPa) sur gaz humide, après déduction de la vapeur d'eau (gaz sec) ;
- les concentrations en polluants sont exprimées en milligramme(s) par mètre cube rapportée aux mêmes conditions normalisées et à une teneur de référence en oxygène de 15 % en volume.

B) Les caractéristiques des rejets à l'atmosphère, après traitement et notamment le débit des effluents et les concentrations en polluants sont inférieures ou égales aux valeurs prévues ci-après :

Débit	: 52 000 m ³ /h
Poussières	: 50 mg/Nm ³
Oxydes de soufre	: 550 mg/Nm ³ (exprimé en équivalent SO ₂)
Oxydes d'azote	: 500 mg/Nm ³ (exprimé en équivalent NO ₂)
Monoxyde de carbone	: 250 mg/Nm ³ (exprimé en CO)
Composés Organiques Volatils	: 300 mg/Nm ³ (hors méthane)

Les factures d'achat des combustibles (autres que le fioul domestique) portent la mention de leur qualité exacte et notamment la teneur en soufre du produit. Le fioul lourd utilisé a une teneur en soufre inférieure à 1 % (fioul lourd TBTS).

23.2 – CONSTRUCTION DE LA CHEMINEE

La hauteur minimale de la cheminée d'extraction des gaz issus du tambour sécheur est de 25 mètres.

23.3 – VITESSE D'EJECTION DES GAZ

La vitesse minimale ascendante des gaz rejetés à l'atmosphère est au moins égale à 8 m/s.

ARTICLE 24 – CONDUITE DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT

Les installations de traitement sont conçues, entretenues, exploitées et surveillées de manière à respecter les seuils de rejet et les capacités d'épuration déterminées lors de leur implantation (notamment pendant les périodes d'arrêt et de démarrage de l'installation).

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications concernées.

ARTICLE 25 – CONTRÔLE

L'installation doit être pourvue d'un appareil de contrôle permettant une évaluation en permanence de la teneur en poussières des rejets (opacimètre par exemple). Les enregistrements papier sont archivés dans un registre, tenus à la disposition de l'inspection des installations classées, pendant une durée minimale de trois ans.

L'exploitant fait procéder au contrôle des paramètres visés à l'article 23, par un organisme agréé, pour l'ensemble des émissions atmosphériques canalisées. Les résultats de ces contrôles sont adressés à l'inspecteur des installations classées au plus tard 15 jours après leur réception. Ces contrôles sont effectués au minimum une fois par an.

Le contrôle est effectué dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation, à une allure proche de l'allure nominale et en régime stabilisé. La durée du prélèvement n'est pas inférieure à une demi-heure. Les résultats des mesures ne doivent pas dépasser les valeurs limites prescrites.

CHAPITRE III : DECHETS

ARTICLE 26 – PRINCIPES GENERAUX

L'élimination des déchets comporte les opérations de collecte, transport, stockage, tri et traitement nécessaires à la récupération des éléments et matériaux réutilisables ou de l'énergie, ainsi qu'au dépôt ou au rejet dans le milieu naturel de tous autres produits dans des conditions qui ne soient pas de nature à produire des effets nocifs sur le sol, la flore et la faune et, d'une façon générale, à porter atteinte à la santé de l'homme et à l'environnement (réf : loi n° 75-633 du 15 juillet 1975, reprise par le code de l'environnement).

L'exploitant organise le tri, la collecte et l'élimination des différents déchets générés par l'établissement.

Les emballages industriels sont éliminés conformément aux dispositions du décret n° 94-609 du 1^{er} juillet 1994 relatif à l'élimination des déchets d'emballages dont les détenteurs finaux ne sont pas les ménages.

L'élimination des déchets industriels spéciaux doit respecter les orientations définies dans le plan régional d'élimination des déchets industriels spéciaux approuvé par l'arrêté préfectoral du 2 février 1996.

ARTICLE 27 – STOCKAGE DES DÉCHETS

Les déchets produits par l'installation sont stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des infiltrations dans le sol, des odeurs).

ARTICLE 28 – GESTION DES DÉCHETS A L'INTERIEUR DE L'ETABLISSEMENT

28.1 – NATURE DES DECHETS

Les déchets produits par l'établissement sont notamment constitués de :

- déchets banals
- eaux pluviales susceptibles d'être polluées si elles ne répondent pas aux dispositions du titre 3 article 15
- huiles de vidange
- fines de dépoussiérage
- solvants.

28.2 – ENLEVEMENT DES DECHETS

Toutes les précautions sont prises pour qu'il ne puisse y avoir de réactions dangereuses entre le déchet et les produits ayant été contenus dans l'emballage utilisé. Les huiles usagées doivent être collectées et stockées dans des conditions de séparation suffisantes évitant les mélanges avec l'eau ou les produits non huileux.

Les huiles usagées sont récupérées et évacuées conformément aux dispositions du décret n° 79-982 du 21 novembre 1979 modifié portant réglementation de la récupération des huiles usagées. Elles sont directement remises, soit à un centre d'élimination agréé, soit à un ramasseur agréé pour le département en application de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1999 relatif aux conditions de ramassage des huiles usagées.

En cas d'enlèvement et de transport, l'exploitant vérifie lors du chargement que les emballages ainsi que les modalités d'enlèvement et de transport sont de nature à assurer la protection de l'environnement et à respecter les réglementations spéciales en vigueur.

28.3 - ELIMINATION DES DÉCHETS

L'élimination des déchets qui ne peuvent être valorisés, à l'intérieur de l'installation, doit être assurée dans des installations dûment autorisées ou déclarées à cet effet au titre du code de l'environnement. L'exploitant doit être en mesure d'en justifier l'élimination.

ARTICLE 29 - CONTROLE DES CIRCUITS D'ELIMINATION

L'exploitant doit établir un bordereau de suivi de déchets, lors de la remise de ses déchets à un tiers, selon les modalités fixées à l'arrêté du 4 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisances.

L'exploitant tient à jour un registre retraçant, au fur et à mesure, les opérations effectuées relatives à l'élimination de tous les déchets, et le met à la disposition de l'inspection des installations classées.

Ce registre mentionne notamment les renseignements suivants :

- origine et dénomination du déchet,
- quantité enlevée, conditionnement et date d'enlèvement,
- nom de la société de ramassage et numéro d'immatriculation du véhicule utilisé,
- destination du déchet (éliminateur) et nature de l'élimination effectuée.

CHAPITRE IV - PREVENTION DES NUISANCES SONORES - VIBRATIONS

ARTICLE 30 - GÉNÉRALITÉS

Les installations sont construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

ARTICLE 31 – HORAIRES DE FONCTIONNEMENT

Les horaires de travail sont fixés de 6 h à 18 h, en fonctionnement normal.
L'exploitant prendra les dispositions pour respecter les niveaux limites de bruits prévus dans ces périodes.

ARTICLE 32 - NIVEAUX SONORES EN LIMITES DE PROPRIÉTÉ

Les niveaux sonores de l'installation n'engendrent pas une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée, telles que définies à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergences réglementées (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible de 7 h à 18 h sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible de 6 h à 7 h sauf dimanches et jours fériés
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (établissement en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence des bruits générés par l'établissement).

Les niveaux de bruit à ne pas dépasser en limites de propriété de l'établissement, sont définis pour deux zones distinctes :

- la zone A1, limite de propriété des terrains dans l'emprise de la zone industrielle d'Épluches,
- la zone A2, limite de propriété le long de l'Oise.

Pour la zone A1 :

- les seuils limites de bruit sont 65 dB(A) en période diurne et, 55 dB(A) pour la période de nuit.

Pour la zone A2 :

- les seuils limites de bruit sont 60 dB(A) en période de jour et, 50 dB(A) de nuit.

La durée d'apparition d'un bruit particulier de l'établissement, à tonalité marquée et de manière établie ou cyclique, n'excède pas 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies ci-dessus.

L'exploitant met en place, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions nécessaires pour limiter les nuisances acoustiques, et notamment, il réalise :

- Un écran permanent de 4 m de hauteur et de 40 m de long devant les matériaux de recyclage ;
- Un écran permanent de 2,5 m de hauteur et de 80 m de long devant les voies côté Unibéton. Un merlon de terre végétalisée, contre le mur, complétera l'écran ;
- Des murs de séparation de 2,5 m de hauteur mini et de 25 m de long assurent la continuité de l'écran, côté rivière (Oise). Des merlons de terre végétalisée complètent l'écran contre ces murs, côté rivière ;
- Un écran végétal dense, côté Pontoise ;
- Un portail, en structure pleine, et fermé en dehors des entrées / sorties camions ;
- La plantation d'une haie végétale, sur la longueur disponible de la clôture, côté entrée du site ;
- La pose d'un film végétal artificiel, sur la clôture d'entrée.

L'exploitant prend en compte l'aspect paysager pour la réalisation des aménagements destinés à limiter les nuisances acoustiques. En cas d'insuffisance des dispositions mentionnées ci-dessus, l'exploitant complète celles-ci, afin de respecter les valeurs visées à l'article 32, après en avoir informé l'inspection des installations classées.

ARTICLE 33 - AUTRES SOURCES DE BRUIT

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et tous les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, sont conformes aux dispositions en vigueur les concernant en matière de limitation de leurs émissions sonores. En particulier, les engins de chantier sont conformes à un type homologué.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Les moteurs des véhicules et engins arrêtés sont mis à l'arrêt. L'exploitant établit une procédure de circulation, en reprenant cette disposition d'arrêt systématique des véhicules et des engins en stationnement sur le site.

ARTICLE 34 – CONTRÔLE

Des mesures du niveau de bruit et de l'émergence doivent être effectuées. Ces mesures sont réalisées aux quatre emplacements (Cf plan annexé) définis ci-après :

- 2 points séparés d'au moins 50 mètres, à l'aplomb des habitations situées sur la rive droite à Auvers sur Oise ;
- 1 point à l'entrée SEPANOR, côté rue d'Épluches ;
- 1 point en limite de propriété de SEPANOR, côté Oise.

Ces mesures sont réalisées par un organisme tiers compétent, dans des conditions représentatives de fonctionnement normal générant le maximum de niveaux sonores (centrale d'enrobage et installation de broyage, concassage en fonctionnement normal), sur une durée continue de 24 heures.

Une campagne de mesures des bruits est réalisée, dans un délai de deux mois, à compter de la notification du présent arrêté, selon les modalités présentées ci-dessus. Une nouvelle campagne de mesures de bruits, permettant d'apprécier l'évolution de la situation, est conduite de la même façon, un an après la première campagne.

Puis, l'exploitant fait procéder à une campagne de mesures des bruits, selon les mêmes modalités citées ci-dessus, tous les trois ans.

Les résultats sont transmis, dès réception, à l'inspection des installations classées.

ARTICLE 35 - VIBRATIONS

Les machines fixes susceptibles d'incommoder le voisinage par des trépidations sont isolées par des dispositifs antivibratoires efficaces. La gêne éventuelle est évaluée conformément aux règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 86.23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

CHAPITRE V : PREVENTION DES RISQUES

ARTICLE 36 – PRINCIPES GENERAUX

L'exploitant conçoit ses installations et organise leur fonctionnement et l'entretien de manière à prévenir les incidents et les accidents susceptibles d'avoir, par leur développement, des conséquences dommageables pour l'environnement.

Les dispositifs de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état de service, aisément accessibles en toutes circonstances et régulièrement vérifiés par du personnel compétent.

Toutes les dispositions sont prises pour assurer la formation du personnel susceptible d'intervenir en cas de sinistre et pour permettre une intervention rapide des services de secours.

ARTICLE 37 – CONCEPTION ET AMÉNAGEMENT DES INSTALLATIONS

37.1 - IMPLANTATION

La centrale d'enrobage et ses installations connexes sont implantées de manière à prévenir tout risque d'incendie et à ne pas compromettre la sécurité du voisinage. Elles sont suffisamment éloignées de tout stockage et de toute activité mettant en œuvre des matières combustibles ou inflammables. L'implantation des installations doit satisfaire aux distances d'éloignement suivantes :

- a) 10 m des limites de propriété et des établissements recevant du public de 1^{ère}, 2^{ème}, 3^{ème} et 4^{ème} catégories, des immeubles de grande hauteur, des immeubles habités ou occupés par des tiers et des voies à grande circulation
- b) 10 m des installations extérieures à l'exploitation mettant en œuvre des matières combustibles ou inflammables.

Les canalisations sont en tant que de besoin protégées contre les agressions extérieures (corrosion, choc, température excessive ...). Leur parcours est aussi réduit que possible.

37.2 – CIRCULATION A L'INTERIEUR DE L'INSTALLATION

Une procédure définissant les règles de circulation à l'intérieur du site est définie par l'exploitant. Cette procédure est portée à la connaissance de chaque conducteur de véhicule ou d'engin, circulant sur le site.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté, indiquée par une signalisation adaptée et dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation. Ces aires de circulation sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

Des aires sont prévues pour le stationnement des véhicules en attente de chargement des enrobés. Elles sont aménagées de manière à ne pas entraver la circulation des autres engins sur le site. Les moteurs des véhicules en stationnement sont arrêtés.

37.3 - INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES

L'installation électrique est conçue, réalisée et entretenue conformément au décret n° 88.1056 du 14 novembre 1988 relatif à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes françaises de la série NF C qui lui sont applicables.

Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.

L'installation électrique est vérifiée périodiquement par un technicien compétent. Elle est maintenue en bon état et doit en permanence rester conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Il doit être remédié à toute défectuosité dans les délais les plus brefs.

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980, portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion, sont applicables à l'ensemble des zones de risque d'atmosphère explosive de l'établissement.

Un dispositif de coupure générale permet d'interrompre en cas de besoin l'alimentation électrique des installations.

37-4 – MISE A LA TERRE DES EQUIPEMENTS

Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits. La valeur de la résistance de terre est vérifiée avant la mise en service de l'installation.

Lors des opérations de chargement ou de déchargement, les citernes routières sont reliées par des liaisons équipotentielle aux installations fixes, mises elles-mêmes à la terre avant toute opération de transfert.

37-5 – CHAUFFAGE

Les moyens de chauffage doivent être choisis de telle sorte qu'ils n'augmentent pas le risque d'incendie propre à l'établissement. Les réseaux d'alimentation en combustibles doivent être conçus et réalisés de manière à réduire les risques en cas de fuite. Les canalisations sont en tant que de besoin protégées contre les agressions extérieures (corrosion, choc, température excessive, ...) et

repérées par les couleurs normalisées. Les appareils de combustion comportent un dispositif de contrôle de flamme. Le défaut de son fonctionnement doit entraîner la mise en sécurité des appareils et l'arrêt de l'alimentation en combustible. Le parcours des canalisations à l'intérieur des locaux où se trouvent les appareils de combustion est aussi réduit que possible.

Un dispositif de coupure, indépendant de tout équipement de régulation de débit, doit être placé à l'extérieur des bâtiments pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible des appareils de combustion. Ce dispositif est placé dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances, à l'extérieur et en aval du poste de livraison et/ou du stockage de combustibles. Il est parfaitement signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée. Par ailleurs, un organe de coupure rapide doit équiper chaque appareil de combustion au plus près de celui-ci.

Les appareils de combustion sont équipés de dispositifs permettant d'une part de contrôler leur bon fonctionnement et, d'autre part, en cas de défaut, de mettre en sécurité l'appareil concerné et au besoin l'installation. Un dispositif d'alarme prévient du mauvais fonctionnement des brûleurs. Tout appareil de réchauffage d'un combustible liquide doit comporter un dispositif limiteur de la température, indépendant de sa régulation, protégeant contre toute surchauffe anormale du combustible.

37-6 – CENTRALE D'ENROBAGE A CHAUD

Les matériels placés sur des engins routiers sont positionnés et immobilisés de manière parfaitement stable et calés pour éviter tout déplacement au cours du fonctionnement de l'installation de broyage, concassage. Toutes les dispositions sont prises (planéité du sol, répartition appropriée des charges, contrepoids...) pour prévenir le basculement des équipements.

Des dispositifs d'arrêt d'urgence (type coup de poing ou équivalent) sont répartis dans l'installation afin d'arrêter promptement le fonctionnement des bandes transporteuses et des trémies à granulats.

Les installations sont dotées de systèmes de sécurité, indépendants du dispositif de conduite qui assurent la mise en sécurité des équipements en cas de dépassement de seuils critiques préétablis.

L'installation comporte les dispositifs de mesures, de régulation et de sécurité suivants :

- mesures de la vitesse des bandes transporteuses
- détecteurs de niveaux dans les trémies à granulats, le stockage d'enrobés et la cuve à bitume
- une sonde infrarouge pour la mesure de la température des enrobés régulant le brûleur du tambour sécheur. En cas de température excessive un dispositif de sécurité provoque l'arrêt du brûleur.
- dispositif de coupure de l'injection de liant en cas de défaut
- volet coupe-feu sur l'admission des gaz à traiter en amont du dépoussiéreur
- dispositif permettant de détecter toute température excessive dans le dépoussiéreur et provoquant notamment l'arrêt du brûleur et la fermeture du volet coupe-feu.

Un dispositif de coupure, indépendant de tout équipement de régulation de débit, doit permettre d'interrompre l'alimentation en combustible des appareils de combustion (brûleur du tambour sécheur, brûleur de la chaudière chauffant le fluide caloporteur, moteurs). Ce dispositif doit être placé dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances. Il est parfaitement signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée. Par ailleurs, un organe de coupure rapide doit équiper chaque appareil de combustion au plus près de celui-ci.

Tout appareil de réchauffage d'un combustible liquide doit comporter un dispositif limiteur de la température, indépendant de sa régulation, protégeant contre toute surchauffe anormale du combustible.

Les brûleurs comportent un dispositif de contrôle de la flamme. Le défaut de son fonctionnement entraîne la mise en sécurité des appareils et l'arrêt de l'alimentation en combustible.

ARTICLE 38 – EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

38-1 – CONTRÔLE DE L'ACCES

Les personnes étrangères à l'établissement, à l'exception de celles désignées par l'exploitant, ne doivent pas avoir l'accès libre aux installations.

38-2 – CONDUITE DES INSTALLATIONS

Les installations sont exploitées sous la surveillance permanente d'un personnel qualifié. Il vérifie périodiquement le bon fonctionnement des dispositifs de sécurité.

38-3 – REGISTRE ENTRÉES/SORTIES

L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits stockés, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

38-4 – INTERDICTION DES FEUX

En dehors des brûleurs, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». L'exploitant définit les zones où il est interdit de fumer.

Ces interdictions doivent être affichées en caractères apparents.

38-5 – CONSIGNES DE SÉCURITÉ

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer :

- l'interdiction de fumer ou d'apporter du feu sous une forme quelconque,
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses ou inflammables,
- les conditions de délivrance des « permis de travail » et des « permis de feu »,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la conduite à tenir pour procéder à l'arrêt d'urgence et à la mise en sécurité de l'installation,
- les procédures d'urgence et de mise en sécurité des installations,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.

38-6 – CONSIGNES D'EXPLOITATION

Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien ...) font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment :

- les modes opératoires,
- la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées par l'installation,
- les instructions de maintenance et de nettoyage, la périodicité de ces opérations et les consignations nécessaires avant de réaliser ces travaux,
- les modalités d'entretien, de contrôle et d'utilisation des équipements de régulation et des dispositifs de sécurité.

38-7 – INFORMATION DU PERSONNEL

Les consignes de sécurité et d'exploitation sont portées à la connaissance du personnel d'exploitation. Elles sont régulièrement mises à jour.

ARTICLE 39 - TRAVAUX

Tous les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude, purge des circuits ...) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis de travail » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant les règles d'une consigne particulière.

Le « permis de travail » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis de travail » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, sont cosignés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant.

ARTICLE 40 – MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, conformes aux normes en vigueur et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits manipulés ou stockés. Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. Ils sont au minimum constitués par :

- un extincteur à poudre mobile (50 kg) ;
- cinq appareils à main poudre CO2 ;
- 2 poteaux incendie.

Les 2 poteaux incendie de 100 mm normalisés, sont piqués directement sans passage par compteur ni by-pass sur une canalisation et assurent un débit minimum de 2 000 litres/minute, sous une pression de 1 bar, dont un est placé à moins de 100 mètres des installations, par les voies praticables. L'accès à ces poteaux par les services de secours est facilité en toutes circonstances. L'implantation des hydrants est en bordure des voies carrossables ou tout au plus à 5 mètres de celles-ci. Ces poteaux sont signalisés au moyen de symbole conventionnel.

Les extincteurs portatifs sont répartis à l'intérieur des installations sur des aires extérieures et les lieux présentant un risque spécifique, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles.

Des bacs à sable sont disposés aux points de livraison des ravitailleurs de bitume et de fuel. L'utilisation de ces moyens doit être possible en toutes circonstances, avec notamment la présence d'outils adaptés, efficaces et signalés, situés à proximité.

L'exploitant réalise, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, des aménagements pour permettre la mise en place rapide des moyens de pompes adaptés des services

de secours, au bord de l'Oise. Ces aménagements sont clairement indiqués et restent accessibles en toutes circonstances.

En outre, l'exploitant dispose d'un moyen permettant d'alerter, dès connaissance de l'incident, les services d'incendie et de secours.

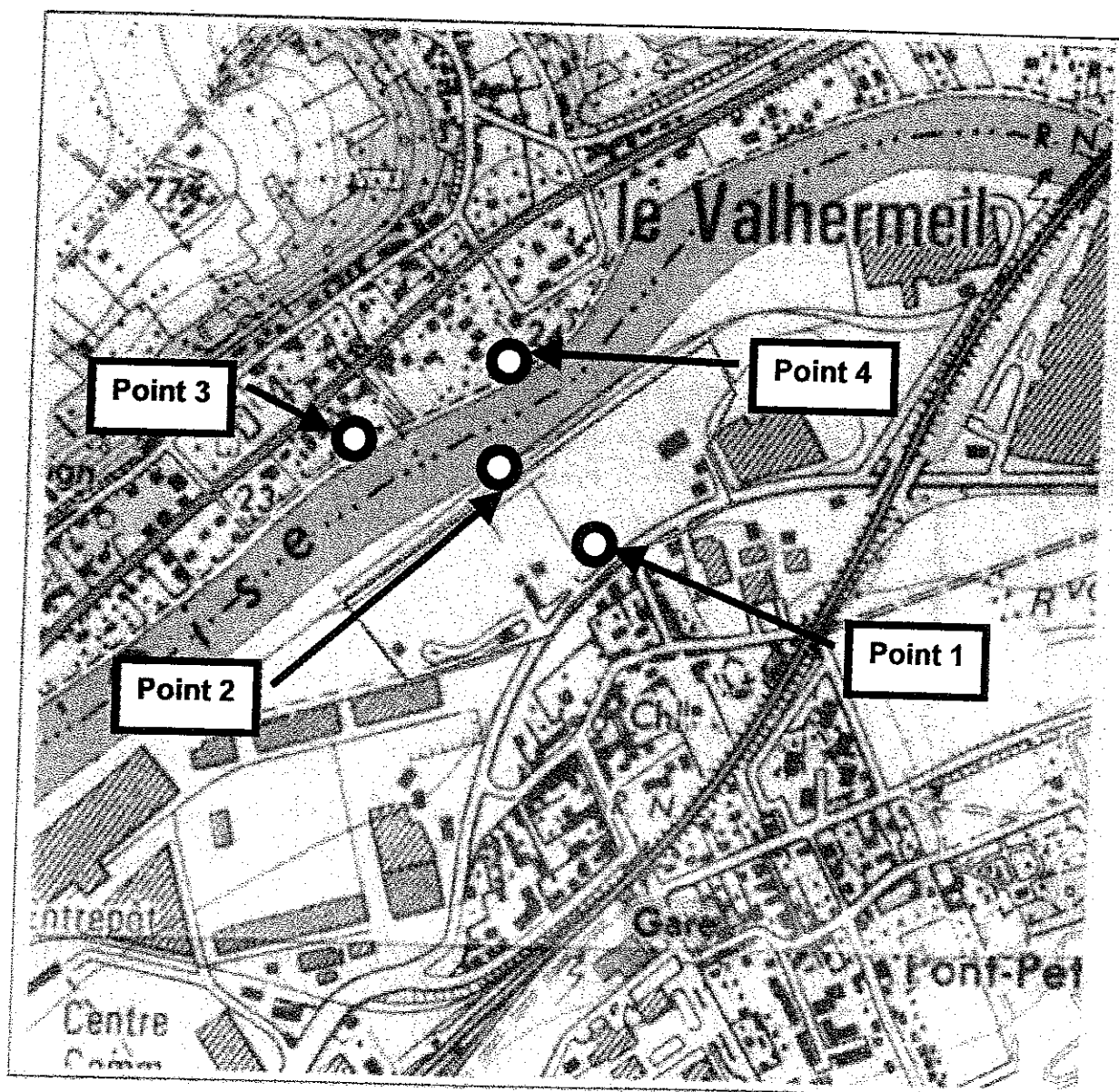
ARTICLE 41 – PROTECTION INDIVIDUELLE

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre sont conservés à proximité des installations.

Ces matériels sont entretenus en bon état et vérifiés périodiquement (au moins une fois par an). Le personnel est familiarisé à l'emploi de ces matériels.

SEPANOR

EMPLACEMENTS DES MESURES ACOUSTIQUES





Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DU VAL-D'OISE

FS
+

DIRECTION DE
L'AMÉNAGEMENT ET
DES COLLECTIVITÉS
TERRITORIALES

002E04

Cergy-Pontoise, le 12 MAI 2003

Bureau de
l'Environnement

Affaire suivie par : Danièle BRETON
☎ 01.34.20.27.84
danielle.breton@val-doise.pref.gouv.fr

BORDEREAU

Monsieur le directeur
de la recherche et
d'Ile
6-10, rue de Crillon
75194 PARIS CEDEX 04

NOMBRE DE PIÈCES	DESIGNATION	OBSERVATIONS
1	<u>Installations Classées pour la Protection de l'Environnement</u> Société SEPANOR à SAINT-OUEN-L'AUMONE Ampliation de l'arrêté de prescriptions techniques en date de ce jour.	Pour information.

Le préfet,

Pour le Préfet,
du Département du Val d'Oise
Le Chef de Bureau

Roger-Philippe CUPIT